



PREFET DE L'HERAULT

16 JAN. 2013

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
520, Allées Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 MONTPELLIER Cedex 02

ARRETE PREFECTORAL N° 2013-01-152

OBJET : Installations Classées pour la protection de l'environnement
GROUPE CEDEST à BALARUC-LES-BAINS
Cessation d'activité - remise en état

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L511-1, L512-6-1 et R 512-39-5 ;

Vu la circulaire du 08 février 2007 relative aux installations classées - Prévention de la pollution des sols - Gestion des sols pollués ;

Vu la circulaire du 08 février 2007 relative aux sites et sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;

Vu l'arrêté préfectoral n°92-I-3097 du 22 octobre 1992 autorisant la société SUD FERTILISANT, usine de Balaruc-les-Bains, BP.2, 34540, Balaruc-les-Bains, à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'engrais minéraux sur le site de Balaruc-les-Bains (34540) ;

Vu le récépissé de déclaration n° 01/208 du 28 septembre 2001 prenant acte de la reprise de l'activité des établissements SUD FERTILISANT de Balaruc-les-Bains, depuis le 28 décembre 2000, par la SA CEDEST ENGRAIS, dont le siège est situé à 60403 NOYON, 12 avenue de la Gare, BP 20070 ;

Vu la déclaration de cessation définitive d'activité de la fabrication d'engrais sur le site de Balaruc-les-Bains en date du 12 septembre 2002 adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault par la SA CEDEST, dont le siège est situé 12, avenue de la Gare, BP 20070, 60403 NOYON CEDEX ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003-1-1676 du 9 mai 2003 prescrivant à la SA CEDEST ENGRAIS la surveillance et le traitement des zones polluées sur son site de Balaruc-les-Bains, (34540), ainsi que la mise en place de restrictions d'usage sur les parties traitées ;

Vu le rapport d'Évaluation Simplifié des Risques (ESR), daté du 23 juillet 2001, de son usine de Balaruc-les-Bains établi par la société GEOSUM pour le compte de la société CEDEST ENGRAIS ;

Vu le rapport d'étude diagnostic approfondi du sous-sol et Évaluation Détaillée des Risques, daté de juin 2002 et complété en décembre 2002 par un projet de réhabilitation de son usine de Balaruc-les-Bains établi par la société GEOSUM pour le compte de la société CEDEST ENGRAIS ;

Vu le rapport intitulé « prélèvements et analyses d'échantillons des sols autour de la lagune - juin 2012 » (version 1), établi le 20 juin 2012 par la société EGIS Structures et Environnement pour le compte de la société CEDEST ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées, en date du 22 octobre 2012 ;

Vu l'avis en date du 29 novembre 2012 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques

Sanitaires et Technologiques au cours duquel la société CEDEST a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 30 novembre 2012 à la connaissance du demandeur ;

Vu le courrier de la société CEDEST en date du 13 décembre 2012 ;

Considérant que les prélèvements et analyses d'échantillons de sols effectués en avril et mai 2012 sur la parcelle AR 147 montrent une pollution des sols de cette parcelle par les métaux (As, Cd, Cu, Pb et Zn) , mais que le relargage de la fraction soluble des métaux est faible ;

Considérant, par conséquent, que les éléments du rapport de juin 2012 sont de nature à remettre en cause les conclusions des études réalisées en 2001 et 2002 sur la partie nord-ouest du site (ancienne zone portuaire réaménagée en lagune), et notamment sa compatibilité avec un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation ;

Considérant la nécessité de trouver l'origine de cette pollution, d'en évaluer l'extension et d'encadrer les modalités de réhabilitation des parcelles nouvellement identifiées comme impactées ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault,

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRETE

La société CEDEST, dont le siège social est situé 88, chemin vert, B.P 20070 - 60403 NOYON CEDEX, est tenue de respecter les modalités ci-dessous du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 - DÉTERMINATION DE L'ORIGINE DE LA POLLUTION

La société CEDEST doit déterminer l'origine de la pollution des sols observée sur la parcelle AR 147 et au besoin dans toutes les directions géographiques.

Au terme de ce diagnostic, un rapport de synthèse sera remis à l'inspection des installations classées. Ce rapport devra notamment comprendre :

- une présentation détaillée de la stratégie d'investigations élaborée, avec notamment :
 - un complément à l'étude historique notamment sur les conditions de réalisation de la lagune et une analyse sur l'origine possible de cette pollution notamment par rapport à l'utilisation de cette lagune ;
 - une justification du choix des substances retenues pour la réalisation du diagnostic ;
 - une description de la campagne d'investigations élaborée et la stratégie d'échantillonnage retenue ;
 - les méthodes techniques retenues et les raisons du choix ;
 - les précautions prises (risques pour les personnes, pour l'environnement) ;
- une description des travaux de terrain, en séparant les phases de prélèvement, de constitution des échantillons, de conditionnement, de transport, mais aussi en indiquant les éventuels incidents survenus au cours de ces étapes, et les précautions prises pour assurer l'intégrité des échantillons ;
- la chaîne analytique retenue : société en charge de l'échantillonnage, laboratoire d'analyses, éventuels prestataires, agréments ou accréditations, type d'analyses et normes retenues, limites de détection et de quantification ;
- les résultats bruts obtenus : observations de terrain, résultats des analyses ;
- la description détaillée des sources de pollution et des mécanismes de transfert.

ARTICLE 3 - ÉVALUATION DE L'EXTENSION DE LA POLLUTION ET PLAN D'ACTIONS POUR TRAITER LES ZONES CONTAMINÉES

Les dispositions du présent article s'appliqueront, le cas échéant, dans le délai fixé à l'article 4, suite à l'avis de l'inspection des installations classées sur les conclusions du rapport prévu à l'article 2 relatif à l'origine de la pollution de la parcelle AR 147.

La société CEDEST devra évaluer l'extension de la pollution dans toutes les directions géographiques.

Au terme de l'évaluation de l'extension de la pollution, un rapport sera remis à l'inspection des installations classées. Ce rapport devra notamment comprendre :

- la description des enjeux à protéger : les populations riveraines, les ressources naturelles à protéger ;
- une évaluation quantitative des risques sanitaires ;
- un plan d'actions pour traiter les zones contaminées afin de les rendre compatibles avec un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Ce plan d'actions comprendra un examen des solutions techniques envisageables et le calendrier de mise en œuvre envisagé. Le choix de la (ou des) solution(s) technique(s) retenues devra être justifié sur la base d'un bilan coût-avantages. Un arrêté complémentaire définira, le cas échéant, le calendrier de mise en œuvre des travaux de réhabilitation. Des restrictions d'usages devront, le cas échéant, être proposées.

ARTICLE 4 - DÉLAIS

La réalisation des dispositions précédentes devra être faite selon les délais ci-dessous comptés à partir de la notification du présent arrêté :

- remise à l'inspection des installations classées du rapport de synthèse relatif à la détermination de l'origine de la pollution : 5 mois ;
- remise à l'inspection des installations classées du rapport de synthèse relatif à l'extension de la pollution et du plan d'actions pour traiter les zones contaminées : 8 mois.

ARTICLE 5 - SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de la société CEDEST, des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - CONTENTIEUX

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L.514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement.

- Par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 8 - INFORMATIONS DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de BALARUC-LES-BAINS et pourra y être consultée.

- Un extrait de cet arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette Mairie.
- Ce même extrait devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 9 - EXECUTION

Le Préfet de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Languedoc-Roussillon, le Maire de BALARUC-LES-BAINS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée administrativement à la société CEDEST.

Fait à Montpellier, le 16 JAN. 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
~~Le Secrétaire Général de la Préfecture~~

Alain ROUSSEAU